



Politique

Les « gilets jaunes » ont rendu possible une manipulation de scrutin

Dans *Alternatives Économiques* n° 386 de janvier 2019, Olivier Ertzscheid, enseignant-chercheur en sciences de l'éducation à l'université de Nantes, répond aux questions de Justin Delépine et explique notamment comment Facebook a pu être l'un des premiers canaux de diffusion et d'organisation des « gilets jaunes » (page 46).

L'enseignant-chercheur explique également comment Facebook dispose désormais d'une connaissance fine des opinions des internautes : « *Le réseau social analyse les pages, les statuts, les vidéos, ce qui est "liké", partagé ou commenté, de quelle façon et à quel moment. Il passe aussi au crible les contenus des messages privés dans Messenger* ».

Et Olivier Ertzscheid de préciser qu'une personne ne va pas forcément exprimer toutes ses options de manière explicite sur son profil public et qu'elle aura davantage tendance à le faire en s'adressant à ses amis. Dès lors, Facebook peut très bien proposer à un annonceur de toucher un public précis à un moment choisi – à l'annonceur ensuite de définir son message selon le but qu'il poursuit...

Pour Olivier Ertzscheid, « *rien n'empêche un parti politique, en passant par une société tierce, de diffuser des messages en utilisant ces données. Aujourd'hui, poursuit-il, rien n'exclut donc qu'une manipulation de scrutin, comme celle de Cambridge Analytica, puisse avoir lieu* ».

Rappelons que Cambridge Analytica est soupçonnée d'avoir joué un rôle décisif dans diverses élections aux États-Unis (dont la présidentielle de 2016), dans le référendum britannique en faveur du Brexit, et aussi dans les élections d'autres pays. Lors de la campagne électorale de Donald Trump, Cambridge Analytica aurait exploité à leur insu les données personnelles de 87 millions d'utilisateurs de Facebook (*Le Monde* du 4 avril 2018).

Cambridge Analytica a fait faillite, mais ses activités seraient reprises par une autre société, basée dans les mêmes bureaux et avec de mêmes dirigeants...



Emploi

Plus de 850 000 micro-entrepreneurs fin 2016

Fin 2016, en France, 2,8 millions de personnes exercent une activité non salariée (hors agriculture), dont 825 000 gérants de société, 1,076 million d'entrepreneurs individuels et 856 000 micro-entrepreneurs économiquement actifs ⁽¹⁾. Avec 448 000 non-salariés du secteur agricole, on atteint 3,2 millions de non-salariés.

Entre 2015 et 2016, le nombre de non-salariés, hors micro-entrepreneurs, a diminué de 2,7 %. Tous les secteurs d'activité enregistrent une baisse, sauf celui de la santé humaine et l'action sociale (+ 2,3 %), avec en parti-



(1) – Christophe Bertran et Guilhem Théron, « Les revenus d'activité des non-salariés en 2016 – L'augmentation se poursuit dans la plupart des secteurs d'activité », *Insee Première* n° 1732 de janvier 2019 (4 p.).

culier les professions paramédicales (+ 4,4 %). Le nombre de micro-entrepreneurs augmente fortement (+ 7,7 %).

En 2016, les micro-entrepreneurs économiquement actifs retirent en moyenne 450 euros par mois de leur activité non salariée, soit près de huit fois moins que les non-salariés « classiques ». Selon l'Insee, « leur faible revenu est lié à la nature du régime qui impose des plafonds sur le chiffre d'affaires. Il s'agit éventuellement d'une activité d'appoint, trois micro-entrepreneurs sur dix occupant également un emploi salarié ».

Le diplôme d'infirmier ouvre des portes...

Le nombre de nouveaux infirmiers diplômés d'État est en constante augmentation depuis le début des années 2000, observe Yannick Croguennec, de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) ⁽²⁾. Ainsi, en 2017, plus de 26 000 diplômes ont été délivrés, soit près de deux fois plus qu'en 2000.

Pour expliquer cette progression, l'auteur évoque en tout premier lieu la hausse (notamment en 2003) des quotas nationaux définissant le nombre d'inscrits en première année de formation en soins infirmiers. Un autre facteur peut être la meilleure adéquation entre ces quotas et le nombre d'élèves s'inscrivant effectivement en première année. Enfin, il y a l'augmentation du taux de réussite des élèves inscrits en première année (actuellement, plus de 83 % obtiennent leur diplôme).

Yannick Croguennec remarque, par ailleurs, l'augmentation de la part des étudiants qui ne sont pas issus de la formation initiale (31 % des infirmiers diplômés en 2013, contre 12 % en 2001). À la date d'obtention du diplôme, leur



L'Insee souligne que les disparités de revenu d'activité sont particulièrement marquées parmi les non-salariés. Hors secteur agricole, hors aussi les micro-entrepreneurs, les non-salariés retirent en moyenne 3 440 euros par mois de leur activité (+ 2,7 % entre 2015 et 2016 en euros constants).

Cette moyenne recouvre d'importants écarts selon le secteur d'activité : de 1 120 euros dans le commerce de détail hors magasin à 8 620 euros pour les médecins et dentistes.

moyenne d'âge est de 31 ans en 2013, contre 23 ans pour ceux issus de la formation initiale.

Une insertion professionnelle relativement facile

Parmi les diplômés en 2013, ils sont 74 % à avoir trouvé leur premier emploi en moins d'un mois (85 % en 2007). Trois ans après l'obtention du diplôme, le constat est similaire : les nouveaux diplômés de 2013 ont passé 95 % de leur temps en emploi durant les trois années suivant l'obtention de leur diplôme. Certes, la situation était encore plus favorable pour les nouveaux diplômés en 2007 (98 %).

Si pour trois quarts des jeunes diplômés le premier emploi est temporaire, 83 % des infirmiers, trois ans après avoir été diplômés, occupent un emploi stable.

Les données de Pôle emploi apportent un bémol : au 31 décembre 2017, le taux de chômage chez les infirmiers est de 3,6 %. Yannick Croguennec précise que la dégradation est « plus marquée que pour les autres professions, même si l'on compte néanmoins une proportion de demandeurs d'emploi parmi les infirmiers moindre que dans les autres métiers ».

La pensée hebdomadaire

« L'autocratie gagne du terrain. Le multi-libéralisme et le libre-échange sont remis en cause par un repli national. La politique traditionnelle est rejetée au profit des extrêmes et du nationalisme. Une nouvelle ère s'ouvre donc pour l'Europe, qui incarne si bien le vieux monde, et de nouveaux défis lui imposent une vraie révolution. Pour beaucoup, l'Europe incarne le modèle à abattre. Elle avait des rivaux, elle compte désormais de vrais ennemis. (...) Beaucoup de chemin reste à parcourir pour convaincre les Européens, longtemps endormis sous l'aile de leur grand allié, qu'il n'y a pas meilleur allié que soi-même. Pour cela il faut savoir s'aimer soi-même. Il faut être fier de ce qu'on a fait, de ce qu'on entreprend et de ce qu'on veut. »

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman, « La grande bascule pour l'Europe » (point de vue), *Ouest-France* du 10 août 2018.

(2) – « Les trois quarts des diplômés infirmiers trouvent leur premier emploi en moins d'un mois », *Études & Résultats* n° 1099 de janvier 2019 (6 p.).